



IFAD
INTERNATIONAL
FUND FOR
AGRICULTURAL
DEVELOPMENT

FIDA
FONDS
INTERNATIONAL
DE DÉVELOPPEMENT
AGRICOLE

FIDA
FONDO
INTERNACIONAL
DE DESARROLLO
AGRICOLA

IFAD
الصندوق
الدولي للتنمية
الزراعية

SESSION DU CONSEIL DES GOUVERNEURS MARQUANT LE VINGT-CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DU FIDA

ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DU MILLÉNAIRE EN OEUVRANT POUR QUE LES RURAUX PAUVRES SE LIBÈRENT DE LA PAUVRETÉ

RÉSUMÉ DE LA CONFÉRENCE-DÉBAT

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

À la fin de cette très riche et productive session par laquelle le Conseil des gouverneurs a marqué le vingt-cinquième anniversaire du Fonds, je voudrais mettre en relief un certain nombre de points qui se sont dégagés de nos débats sur le thème général des débats du Conseil: Atteindre les objectifs de développement du Millénaire – Oeuvrer pour que les ruraux pauvres se libèrent de la pauvreté. Nous avons eu à ce sujet une conférence-débat extrêmement instructive animée par d'éminents spécialistes, à laquelle ont participé un grand nombre de Gouverneurs.

Beaucoup de Gouverneurs ont relevé l'interdépendance étroite qui existe entre les divers objectifs de développement du Millénaire mais que l'élimination de la pauvreté et de la faim constitue le principal d'entre eux et qu'aucun autre ne pourra être réalisé jusqu'à ce que celui-ci soit atteint.

Comme l'a déclaré le Secrétaire général dans son allocution devant le Conseil, il faut être bien conscient du fait que "nous ne pourrions atteindre ces objectifs que si nous ne perdons pas de vue que les trois quarts des pauvres du monde vivent encore en milieu rural et tirent leurs moyens de subsistance de l'agriculture et d'autres activités rurales".

La clé de l'élimination de la pauvreté réside dans un développement rural plus rapide qui permette aux groupes de ruraux pauvres d'accroître leur productivité et leurs revenus aussi bien agricoles que non agricoles.

Chacun s'est accordé à reconnaître que la pauvreté rurale est un phénomène qui comporte de multiples dimensions. Il s'agit d'une question qui doit dûment retenir l'attention des Ministres de l'agriculture et qui exige à la fois la mise en oeuvre d'une approche très large et des efforts résolus de la part des gouvernements et de leurs partenaires de développement. Faciliter l'accès des pauvres à la terre, à l'eau et aux technologies et mettre en place des institutions qui puissent les y aider est indispensable pour réduire durablement la pauvreté. À cette fin, aussi bien la coopération pour le développement que les investissements et les politiques des pouvoirs publics doivent être axés sur les régions où vivent les pauvres, c'est-à-dire sur les régions rurales, et aider à créer des institutions et une infrastructure de nature à promouvoir une amélioration de la productivité de l'agriculture et un accroissement des revenus non agricoles. Dans ce contexte, il importe d'établir un équilibre plus judicieux entre les investissements dans les activités productives des pauvres et les investissements dans la santé, l'éducation et les autres secteurs sociaux, car faute d'une augmentation des revenus ruraux, les services sociaux risquent de ne pas être viables.

À l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du FIDA, l'animatrice de la conférence-débat, Mme Eveline Herfkens, a relevé que le Fonds avait été à la pointe des efforts entrepris pour élaborer de nouvelles approches de l'éradication de la pauvreté. D'emblée, le FIDA avait reconnu qu'il était impératif de centrer expressément les efforts sur l'atténuation de la pauvreté et avait toujours soutenu qu'une participation effective et l'habilitation des populations étaient une condition préalable

indispensable à toute intervention visant à promouvoir le développement durable. Mme Herfkens a relevé en outre que le FIDA, au-delà de ses projets et de ses programmes, avait sur la formulation des politiques et le développement institutionnel un effet de catalyseur de plus en plus marqué qu'il devait s'attacher à renforcer encore plus. Mme Herfkens a suggéré enfin qu'une organisation comme le Fonds, qui avait apporté la preuve de son expérience, de ses capacités et de sa volonté de s'attaquer efficacement à la pauvreté rurale, méritait d'être appuyée activement par les pays aussi bien développés qu'en développement.

Lors des débats, l'accent a été mis sur deux aspects critiques des efforts déployés pour permettre aux ruraux pauvres de se libérer de la pauvreté.

Dans la plupart des pays en développement, ce sont les femmes qui sont à l'origine d'une proportion significative de la production agricole, et elles jouent un rôle majeur aussi bien dans l'économie rurale que dans la sécurité alimentaire des ménages. Or, les femmes rurales pauvres ont encore moins accès que les hommes aux services financiers et techniques et se heurtent à bien d'autres contraintes. Elles sont généralement les premières à avoir faim et sont plus vulnérables à la maladie. L'habilitation des femmes non seulement est souhaitable en soi mais revêt une importance décisive si l'on veut garantir la sécurité alimentaire et accélérer le développement rural. Dans ce contexte, il a été souligné que tous les indicateurs de réalisation des objectifs de développement du Millénaire devraient être ventilés par sexe.

Le deuxième défi est la pandémie de VIH/sida. La propagation tragique du sida constitue un fardeau insupportable pour les structures familiales et les systèmes de santé publique et systèmes sociaux. Dans le même temps, le nombre croissant de victimes du sida commence à avoir de graves répercussions sur la production tant agricole qu'industrielle et sur l'éducation. Le nombre toujours croissant d'orphelins que fait l'épidémie est particulièrement tragique. Le sida n'est pas seulement un problème de santé mais un problème économique et politique majeur. Il importe d'accorder d'urgence une priorité soutenue à la recherche d'une solution efficace qui permette d'endiguer l'épidémie là où elle sévit déjà, comme dans de nombreuses régions d'Afrique, et d'introduire des mesures préventives dans les pays où elle vient seulement de commencer.

Les débats ont également mis en lumière que les questions commerciales constituent un aspect important de la lutte contre la pauvreté, et il a été souligné qu'il faut que les pays développés suivent des politiques de développement et des politiques économiques et commerciales plus cohérentes. Le FIDA peut aider à créer les conditions matérielles et les institutions nécessaires pour que les agriculteurs pauvres puissent accroître leur production, mais si les régimes commerciaux internationaux faussent les marchés au détriment des agriculteurs pauvres, ces derniers ne verront pas leurs efforts rémunérés comme il convient et ne pourront pas durablement accroître leur production. Ces questions doivent être abordées dans les négociations commerciales actuellement en cours. Pour leur part, les pays en développement devraient également redoubler d'efforts, au plan régional, pour surmonter leurs problèmes communs. Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) pourrait jouer un rôle précieux dans ce contexte tant en appuyant le commerce régional qu'en aidant à éliminer les goulets d'étranglement au niveau de l'offre.

Une dernière conclusion est qu'il est aujourd'hui de plus en plus généralement admis que nombre des problèmes redoutables auxquels nous sommes confrontés – troubles civils, propagation du sida et d'autres maladies de grande envergure, vulnérabilité des populations aux catastrophes naturelles – ont leurs causes profondes dans la pauvreté et le dénuement chroniques. Surmonter la pauvreté est par conséquent indispensable pour vaincre ces maux.

Permettre aux ruraux pauvres d'améliorer leur productivité les aidera à se libérer de la pauvreté mais, au-delà de cet objectif immédiat, aidera aussi les pays à accélérer non seulement le développement rural mais aussi l'expansion économique en général. Dans nombre de pays à faible revenu, les ruraux pauvres constituent une proportion importante de la population. Leur potentiel, s'il

pouvait être mieux exploité, constituerait la base d'une expansion économique plus rapide qui non seulement profiterait aux pauvres mais enrichirait la société dans son ensemble.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Nos débats ont, je crois, été extrêmement instructifs et je suis certain qu'ils apporteront une contribution précieuse au dialogue qui se poursuit sur le développement et la pauvreté.

Je vous remercie.